

PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Île-de-France

Unité Territoriale de la Seine-Saint-Denis
Pôle environnement et installations classées

Bobigny, le 28 août 2012

Rapport de l'inspection des installations classées

Préfecture de la Seine-Saint-Denis
Commune de Aulnay-sous-Bois et Blanc-Mesnil
Dossier n° 93 R 02 00040 A
S3IC n° 74.8764
Classement ICPE :
Zone A : Bâtiments 1 à 21 et N01. AP 27/02/1990 et APC du
16/12/2011 pour bat. N01

R 1510-1 [A] : VT = 2 060 450 m³
Bâtiment 1 à 21 : Bât. 1 : 187 000+210 000 m³ ; Bât. 2 :
38 000+40 000 m³; Bât. 2bis : 125 000 m³; Bât. 3 : 148 000 m³;
Bât. 4 : 48 000+53 000 m³; ~~Bât. 4bis : 97 000 m³; Bât. 5 :
65 000 m³; Bât. 6 : 89 000 m³; Bât. 7 : 110 000 m³; Bât. 8 :
180 000 m³; Bât. 9 : 18 000 m³; Bât. 10 : 16 000 m³; Bât. 11 :
40 000 m³; Bât. 12 : 41 000 m³; Bâtiment 13 : 194 000 m³; Bât.
14 : 153 000 m³; Bât. 15 : 91 000 m³; Bât. 16 : 7 000 m³; Bât. 17 :
15 000 m³; Bât. 18 : 19 000 m³; Bât. 21 : 49 000 m³~~

Bât. N01 modifié (rempl 19 et 20) = 86800 m³

Bâtiment N02 : 187270m³

bâtiment N03 : 302975m³

R2925 [D] : Bat 1 et 3. Dc 19/08/94 par DISTRIPHAR + Bat N01 200 kW + N02
et N03

R1511.1(A) bat N03

R1530.1(A) bat N02 et N03

R1532.1 (A) bat N02 et N03

2662.1(A) bat N02 et N03

2663.1a(A) bat N02 et N03

2663.2A(A) bat N02 et N03

1412.2.B(DC) bat N03

1432.2.B(DC) bat N03

2925(D) bat N02 et N03

Bâtiment 22 : R1530-2 [D] : Dc initiale le 10/12/2004 par AXELIUM.

Rcp du 03/02/2005. Rcp Dec Succ par GARONOR France III le
30/05/2008 et R2925 [D]

bordereaux reçus de la préfecture les : 3 et 17 juillet 2012

GARONOR France III SAS

**Plateforme Logistique GARONOR France III -
BP439
93 617 AULNAY SOUS BOIS**

Courriers

GARONOR France III - Foncière Europe Logistique - BP 439 -
93617 Aulnay-sous-Bois cedex

Siège social : 30, avenue Kléber – 75116 Paris

Bureau d'études chargé du dossier : ICF Environnement

**Objet : Rapport de présentation au CODERST - Demande d'autorisation d'exploiter les
bâtiments N02 et N03 du 21/11/11**

Références : Dossier de demande d'autorisation - Dossier initial- novembre 2011_ ICF
Environnement RAPPORT CON/11/057/CD/V1



I- Présentation du demandeur, de son projet et du contexte de la demande

1-1 Présentation

La société GARONOR FRANCE III SAS exploite sur le site de Garonor une plate-forme de 21 bâtiments dédiés essentiellement à la logistique, activité soumise au régime de l'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement actuellement autorisée par arrêté préfectoral du 27 février 1990.

Par courrier du 21 novembre 2011, M. _____, directeur général de Foncière Europe Logistique, société présidant GARONOR FRANCE III a transmis au préfet de la Seine-Saint-Denis un dossier de demande d'autorisation d'exploiter des entrepôts classés pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation pour la construction de deux nouveaux bâtiments N02 et N03.

Dans le cadre d'un projet de modernisation, de développement et de valorisation de la plate-forme, la société envisage de démolir les bâtiments n° 4 bis, 6, 7, une partie des bâtiment 5 et 8, et de les remplacer par des bâtiments neufs nommés N02 et N03 construits selon le référentiel anglais certifiant une haute qualité environnementale.

L'activité principale des entrepôts se caractérise par la manutention et l'entreposage de produits finis, généralement emballés, sans opération de transformation. Les locataires / occupants ne sont pas connus au moment du dépôt de dossier. Différents types de produits stockés sont envisagés.

Le site accueille actuellement plus de 200 entreprises et plus de 2500 personnes sont employées. Les deux nouveaux bâtiments accueilleront environ 300 personnes.

1-2 Description de l'environnement du projet

Le parc d'activité de GARONOR est situé à proximité des grands axes routiers A3 et A1, ainsi que des aéroports du Bourget (1,5 km) et de Roissy (9 km), du centre commercial Parinor (situé à 300m de N02), des zones industrielles "La fosse à la Barbière" du Coudray" du "Pont Yblon", de l'entreprise Peugeot Citroën Aulnay, de deux hôtels (situés à 250m de N03). Les zones d'habitation les plus proches sont situées à environ 300m au sud ouest du bâtiment N02. Les voies ferrées du RER B sont situées à environ 150m du bâtiment N02.

Il existe sur ce site deux servitudes d'utilité publique, l'une sur le risque associé à la présence d'une zone de dissolution du gypse, et l'autre sur le passage de la Morée busée. Ces deux servitudes ont été prises en compte dans l'aménagement du projet.

Le site est situé dans une zone où les réseaux d'eaux usées et pluviales sont séparatifs. Le site n'est pas concerné par le risque d'inondation par débordement indirect dû à la remontée de la nappe phréatique.

1-3 Nature et volume d'activité

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

A (autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle périodique), NC (non classé)

RUBRIQUE	ALINÉ A	AS, A, D, NC	LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE (ACTIVITÉ)	NATURE DE L'INSTALLATION	CRITÈRE DE CLASSEMENT	QUANTITÉ AUTORISÉE
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégorie de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorques et des établissements relevant du public	N02 : 25 000t de matières combustibles dans un volume de stockage de 187270m3 (15350m2 sur 12,2m de haut) N03 : 35 000t de matières combustibles dans un volume de stockage 302975m3 (22115 m2 sur 13,7 m de haut	volume des entrepôts supérieur ou égal à 300 000 m3	490 245 M3
1511	1	A	Entrepôt frigorifique , à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégorie de matière, produits, substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature	cellules 1, 2, 3 et 4 du bâtiment N03, volume des stockage 231966m3 (22 092m2 sur une hauteur d'environ 10,5m)	volume susceptible d'est stocké étant supérieur ou égal à 150000m3	232 000M3
1530	1	A	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôts de) à l'exception des établissements recevant du public	N02 : 30 000m3 N03 : 51 000m3	volume susceptible d'être stocké supérieur à 50 000m3	81 000M3
1532	1	A	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	N02 : 19 000 m3 N03 : 19000 m3	volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 20 000m3	38 000M3
2662	1	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	N02 : 30 000m3 N03 : 41 000m3	volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 40000m3	73 000M3
2663	1A	A	pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	N02 : 30 000m3 N03 : 46 000 m3	A l'état alvéolaire expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 45000m3	76 000M3
2663	2A	A	pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	N02 : 30 000m3 N03 : 81 000m3	Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 80000m3	111 000M3
1412	2B	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoir manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède par 1,5 bar (stockage réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température	N03 cellules 8a ou 8b: stockage d'aérosols 30t	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6t, mais inférieure à 50t	30T
1432	2B	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés)	N03: cellules 8a ou 8b 70m3 de capacité équivalente, dont 1 000 litres de fioul pour les cuves de motopompes sprinkler	stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m3 mais inférieure ou égale à 100m3	70 M3
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	N02: atelier de charge de batteries puissance maximale 200kW N03: atelier de charge de batteries puissance maximale 500 kW	la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	700 KW
2910	A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	N02 : une chaudière de 1,5MW motopompe 2x200kW N03 : une chaudière de 1,5MW motopompe 2x200kW	Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfié, fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature, la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2MW	< 2MW

1-4– Capacités techniques et financières du demandeur

Garonor Aulnay est un pôle d'activité économique en place depuis plus de 40 années.

Le groupe Foncière Europe Logistique est membre de l'association AFILOG, référence dans le domaine de la logistique et en particulier sur les problématiques sécurité et environnement.

Une équipe dédiée à l'environnement et à la sécurité se compose de 5 personnes sur l'ensemble du patrimoine du groupe Foncière Europe Logistique qui épaulent l'équipe technique de 15 personnes présentes sur le site de Garonor ayant une expérience de plus de 40 ans, à laquelle s'ajoute une équipe de sécurité incendie de 15 personnes.

II– Inconvénients pour l'environnement – Mesures pour préserver l'environnement proposées par le demandeur

2-1 État initial

Le projet est situé dans une zone industrielle urbanisée sans relief particulier, renfermant essentiellement des entrepôts. Elle est située en zone UIb du PLU. Dans cette zone d'activités économiques sont acceptées les activités d'entrepôts.

L'étude est basée sur différents documents disponibles (il n'y a pas eu d'étude spécifiquement réalisée) :

- les cartes géologiques et bases de données du BRGM (bureau de recherche géologique et minière)
- des informations obtenues auprès de la DEA (direction de l'eau et de l'assainissement du conseil général de la Seine-Saint-Denis)
- SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) et SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux)
- réseau communal d'eau potable d'Aulnay-sous-Bois
- données météorologiques, METEORAGE
- réseau de surveillance AIRPARIF, stations de Tremblay-en-France, Saint-Denis et autoroute A1
- carte d'exposition des riverains au bruit des infrastructures du réseau routier national en Ile-de-France
- Cartographie des espaces naturels et installations classées de la DRIEE
- institut national des appellations d'origine (INAO)

L'état initial ne recense aucune ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologiques, faunistique ou floristique), ZICO (Zone importante pour la conservation des oiseaux). Le site Natura 2000 "Parc départemental du Sausset" est situé à plus de 3 km.

Un site inscrit au patrimoine historique est situé à 1km du projet, la cité Germain Dorel au Blanc-Mesnil.

Il n'y a pas de captage d'eau potable à proximité et le projet est compatible avec le SDAGE sous réserve de l'obtention d'une autorisation de rejet pour les eaux pluviales.

Actuellement le site ne fait pas l'objet de traitement paysager particulier, l'environnement immédiat est constitué principalement des bâtiments GARONOR utilisés pour de l'entrepôt.

2-2 Évaluation des impacts

- *Pollution des eaux.* L'activité générera trois types de rejets : les eaux domestiques, les eaux pluviales et les eaux d'incendie. Les eaux pluviales de toiture, de voirie et parking seront stockées dans des bassins de rétention propres à chaque bâtiment. Ces bassins récupéreront également les eaux d'extinction d'incendie. Ils ont été dimensionnés en conséquence (1800m³ pour N02 et 2375m³ pour N03). Les eaux seront analysées avant d'être éliminées dans la filière appropriée. L'impact du projet est qualifié de faible, et par rapport à la situation actuelle, la gestion des rejets sera améliorée.
- *Consommation d'eau.* L'eau de ville sera utilisée pour un usage domestique (sanitaire, arrosage des espaces verts) et pour la lutte contre l'incendie (deux réservoirs de 480m³). La consommation d'eau pour l'exploitation de l'entrepôt sera très faible.
- *Pollution atmosphérique.* Les émissions recensées sont les émissions diffuses dues à la circulation des véhicules, des émissions canalisées dues aux installations annexes (chaudières et motopompes de l'installation d'extinction automatique d'incendie), les émissions d'hydrofluorocarbures en cas de fonctionnement dégradé des installations de réfrigération et des pompes à chaleur. L'impact du projet est négligeable et similaire par rapport à l'existant.
- *Bruit.* Les principales sources de bruit et vibrations générées dans les bâtiments N02 et N03 sont associées à la circulation des véhicules, les installations de réfrigération, les pompes à chaleur localisées en toiture

des bâtiments, les motopompes du réseau d'extinction, la chaudière à gaz. Le site étant situé dans une ambiance sonore résiduelle très importante due aux autoroutes et aux aéroports voisins, l'impact sera faible et comparable à la situation existante.

- *Trafic*. Les flux routiers seront sensiblement diminués par rapport à la situation actuelle, et représenteront un flux très faible par rapport au trafic de l'ensemble de Garonor et négligeable par rapport au trafic des autoroutes voisines (environ 300 poids lourds et 200 véhicules légers par jour seront imputables au projet).
- *Déchets*. Compte-tenu de l'absence de procédé industriel, les activités généreront en majeure partie des déchets non dangereux, principalement des déchets d'emballage et des déchets verts. Quelques déchets dangereux seront générés en très faible quantité (piles, tubes fluorescents, matériel informatique, batteries, chiffons souillés). Le tri qui sera mis en place permettra de valoriser la majeure partie des déchets. La gestion des déchets sera plus performante que la situation actuelle, elle permettra de générer un impact faible.
- *Sols et eaux souterraines*. Les sources possibles de contamination des sols et sous-sol sont les stockages aériens de produits tels que le fioul alimentant les motopompes, les produits qui seront stockés dans les locaux dédiés du bâtiment N03 et les déchets dangereux. Les produits seront stockés dans des bâtiments au sol bétonné, des rétentions seront prévues aux dimensions calculées pour recevoir les produits accidentellement répandus. Les impacts sont maîtrisés et faibles.
- *Utilisation de l'énergie*. La diminution des besoins énergétiques des bâtiments a été prise en compte au moment de la conception. L'impact a été évalué comme faible et positif par rapport à l'existant.
- *Impact visuel, paysage* : les bâtiments ont fait l'objet d'une conception architecturale pour les intégrer au mieux dans le milieu industriel et logistique environnant, la hauteur maximale sera de 12,5m pour une longueur maximale de 368m. La surface des espaces verts sera plus importante que celle existante. Les variétés de plantes choisies nécessiteront peu d'arrosage et d'entretien. L'impact est positif par rapport à la situation existante.
- *Santé*. Compte tenu de la nature des rejets aqueux traités dans un séparateur d'hydrocarbures, des rejets atmosphériques, des déchets produits, des bruits induits, il n'y a pas eu d'évaluation des risques sanitaires approfondie. L'impact est jugé faible et amélioré par rapport à la situation actuelle.

2-3 Mesures d'évitement, de suppression, de réduction, de compensation

- *eau* : Chaque bassin de rétention des eaux pluviales sera équipé d'un séparateur d'hydrocarbure. Ils seront entretenus par une société extérieure. Un système de régulation du débit sera mis en place en sortie de chaque bassin pour respecter 10l/m2/ha avant de rejoindre le réseau communal dédié (27l/s pour N02 et 87l/s pour N03). Ces bassins seront équipés de vannes de confinement en cas de réception des eaux d'extinction d'incendie. Les produits dangereux stockés dans des cellules spécialement dédiées seront munis de rétention pour recueillir les liquides accidentellement répandus.
- *Air* : la vitesse de circulation dans l'enceinte de Garonor est limitée à 30km/h. L'entretien des installations de réfrigération, de la chaudière, des motopompes et pompes à chaleur sera régulier.
- *Bruit et vibration* : Les livraisons et expéditions se feront préférentiellement en journée.
- *Déchets* : tri des déchets industriels banals
- *Trafic* : séparation des flux véhicules légers et poids lourds, diminution du trafic existant.
- *sous-sol* : rétentions adaptées au stockage des produits chimiques et dimensions calculées à l'intérieur des bâtiments
- *énergie* : sur-isolation des bâtiments N02 et N03. Mise en place de pompes à chaleur réversible pour le chauffage et la climatisation de la zone bureaux, l'utilisation d'une chaudière gaz pour la mise hors gel du bâtiment.

III– Dangers/risques pour l'environnement – Mesures de prévention et de protection proposées par le demandeur

3-1 Identification et caractérisation des potentiels de dangers et de leurs conséquences

Les potentiels de dangers des installations identifiées sont liés :

- aux matières combustibles stockées pouvant créer des effets thermiques, toxiques (formation des fumées d'incendie), opacité (formation des fumées d'incendie) ou polluantes ;
- aux produits réglementés stockés dans les sous-cellules de l'entrepôt N03 pouvant créer des effets thermiques, de surpression ou de pollution de sol ;
- au stockage de générateurs d'aérosols pouvant créer des effets thermiques, de surpression, toxique et polluants ;
- au réservoir de fuel pour les pompes sprinkler pouvant créer des effets thermiques et de surpression ;

- au gaz naturel utilisé dans la chaudière pouvant créer des effets thermiques et de surpression ;
- aux ateliers de charge d'accumulateur pouvant créer des effets de surpression thermique ou polluants ;
- à la circulation sur le site pouvant créer des effets thermiques et polluants.

Le retour d'expérience lié aux accidents sur le site et sur d'autres sites mettant en œuvre des installations comparables a été pris en compte.

Toutes les séquences accidentelles identifiées dans l'analyse préliminaire des risques ont été évaluées en terme de probabilité d'occurrence, de gravité et de cinétique.

2 scénarios ont fait l'objet d'une caractérisation plus approfondie pour le bâtiment N02 et 4 pour le bâtiment N03.

Pour chacun des scénarios étudiés, les distances correspondant aux effets létaux et significatifs en cas d'incendie n'atteignent pas d'immeuble occupé par les tiers, ni de voie de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou l'exploitation de l'entrepôt, ni d'établissement recevant du public, ni de voie ferrée ouverte au trafic de voyageur, ni de voie routière à grande circulation, conformément à la réglementation applicable aux entrepôts couverts soumis à autorisation.

3 scénarios sont susceptibles d'avoir un effet à l'extérieur des limites de propriété (effet thermique de 3kW/m²) sur quelques mètres touchant le boulevard André Citroën et l'avenue Jacques Daguerre.

3-2 Réduction du risque

3-2-1 Mesures de prévention et de protection

- mesures organisationnelles : présence humaine permanente, formation du personnel, plan de maintenance/contrôle, procédures/consignes.

- mesures avec intervention humaine : engins de manutention avec fourches antidéflagrantes, RIA et extincteurs

- mesures techniques : bâtiment protégé contre la foudre, murs coupe-feu, détection et extinction automatique, rétention, racks de stockage d'aérosols entièrement grillagés, exutoires de fumées à commande automatique et manuelle, décaissement des quais de déchargement, par rapport au bâtiment et bassin de rétention permettant la rétention des eaux sur le site et vannes d'obturation.

3-2-2 Mesures constructives

Bâtiment N02 : charpente en béton, façades en bardages métalliques et panneaux de béton, cellules séparées par des murs coupe-feu de degré 2h, sauf celui entre la cellule 1 et 2 qui sera coupe-feu de degré 4h, façade ouest du bâtiment coupe-feu 4h, façade sud avec écran thermique de degré coupe-feu 4h, paroi est coupe-feu 2h au niveau des locaux techniques, pignon nord-est séparant les bureaux de la cellule 1 coupe-feu 2h, locaux techniques équipés de murs coupe-feu 2h sur toutes les faces, toiture incombustible et de type T30-1.

Bâtiment N03 : charpente en béton, cellules séparées par un mur coupe-feu de degré 2 heures sauf les cellules 4 et 5 par un degré coupe-feu 4h, les cellules de produits réglementés sont séparées par des murs coupe-feu 2h, local sprinkler et chaufferie protégés par des structures coupe-feu 2h, toiture de type T30-1.

Un bassin de rétention des eaux d'incendie est prévu pour chaque bâtiment qui forme également rétention.

IV- Consultation et enquête publique

4-1 Enquête publique

Le Tribunal administratif de Montreuil a décidé le 13 février 2012 de désigner Jean-Luc Colin, consultant, commissaire enquêteur dans cette affaire.

L'arrêté du 12 mars 2012 du préfet de Seine-Saint-Denis a prescrit l'ouverture de l'enquête publique. Elle s'est déroulée du 9 mai au 8 juin 2012.

L'information du public par voie d'affichage a été réalisée dans les communes du rayon d'affichage de 2 km : Blanc-Mesnil (93) (certificat d'affichage non transmis), Aulnay-sous-Bois (93), Dugny (93), Bonneuil-en-France (95) et Gonesse (95).

Les annonces légales ont été publiées dans les pages de : la Gazette du Val-d'Oise du 11 avril 2012, Le Parisien (93) du 12/04/12, Le Parisien (95) du 11/04/12, et Les Echos d'Ile-de-France du 13/04/12.

Les permanences du commissaire enquêteur se sont déroulées les 9, 26 et 29 mai ainsi que les 2 et 8 juin 2012. Aucune personne ne s'est présentée.

Le commissaire-enquêteur a visité le site le 27 avril 2012.

Sur le registre, une annotation a été déposée par Aulnay Environnement qui met en cause l'affichage qui n'était pas présent sur les différents panneaux dans la ville. Le commissaire enquêteur précise que la communication sur la ville d'Aulnay-sous-Bois a été minimaliste mais réglementairement acceptable.

Le maître d'ouvrage a répondu au commissaire enquêteur le 13 juin 2012 en précisant que les conditions d'affichage en proximité du site sont satisfaisantes, et qu'il n'existe pas de CHSCT.

4-2 Avis du commissaire enquêteur

Avis favorable sans réserve.

4-3 Avis des services

Les services listés ci-après ont été consultés par courrier de la Préfecture du 24/01/2012. Les avis reçus sont résumés dans le tableau ci-après.

Services	date de l'avis	Avis	Prescriptions complémentaires/commentaires
UT DRIEA	12/04/12	Ce service apporte des éléments d'appréciation sur le dossier en terme de nuisances sonores (peu d'enjeu), d'environnement (le projet n'a pas fait d'évaluation d'incidence du projet sur le site Natura 2000 situé à moins de 3 km), de servitudes (transmission radio-électriques), d'urbanisme (PC N02 délivré le 20/10/10, PC N03 délivré le 29/03/11)	Ces éléments d'appréciation du dossier mis en enquête publique ne nécessitent pas de compléments ni de prescriptions spécifiques
Direction de l'eau et de l'assainissement Conseil Général	avis non parvenu à l'inspection	/	/
Brigade des sapeurs Pompiers de Paris	29/03/12	Avis favorable avec 65 mesures proposées	La BSPP demande le respect de 65 mesures. Toutes les mesures sont intégrées dans le projet d'AP
DTSP Seine-Saint-Denis	avis non parvenu à l'inspection	/	/
DT DIRECCTE	avis non parvenu à l'inspection	/	/
DT ARS	13/04/12	Avis défavorable car le projet ne mentionne pas la mise en place de mesures d'émissions sonores une fois que l'installation sera en fonctionnement	L'article 9.2.2 du projet d'AP impose une mesure de la situation acoustique qui doit être effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations. L'inspection a rencontré l'ARS le 25 juin 2012. Il a été décidé que si : - l'AP impose une mesure de bruit dans l'année qui suit la mise en service de l'installation, - l'inspection vérifie ce point lors du contrôle de l'AP 1 an après la mise en service, - l'inspection informe l'ARS que ce contrôle est effectué alors, l'avis défavorable est suspendu.
DRIA AF	avis non parvenu à l'inspection	/	/
DRAC	02/03/12	Projet non susceptible de porter	La dernière réserve concerne les travaux

		atteinte à la conservation du patrimoine archéologique (aucun prescription à imposer). Informer le maître d'ouvrage des travaux de la nécessité d'informer la DRAC / service archéologique de toute découverte fortuite au cours de travaux.	est encadrée par la délivrance du permis de construire.
Architecte de sécurité	11/04/12	avis favorable sous réserve des prescriptions suivantes: - prendre toutes les dispositions pour que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, ni l'effondrement vers l'extérieur de la cellule en feu - respecter une distance de 1 mètre minimum entre la base de la toiture et le point le plus haut des îlots de stockage - Diviser chaque cellule de stockage en canton de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m ² et largeur maximale de 60m, par des écrans de cantonnement SF1/4h.	Ces trois réserves sont reprises dans le projet de prescriptions techniques de l'arrêté aux articles respectifs : 7.2.2.1; 8.2.2 et 7.2.2.8

4-4 Avis conseils municipaux consultés

Conseil municipal	date de l'avis	Avis	Prescriptions complémentaires/commentaires
Dugny	18/06/12	Avis favorable	/
Gonesse	24/05/12	Avis favorable sous réserve : - de la transmission de précisions techniques sur la cuve de fioul - de la conformité des conditions d'occupation des locaux par les futures sociétés au regard de la demande d'autorisation - de l'obtention devant être délivrée par le SDAGE quant au rejet des eaux pluviales - du contrôle de la prise en compte des servitudes existantes pour la construction des bâtiments	- chapitre 1.3 du projet d'AP vise la conformité au dossier de demande d'autorisation - article 4.3.5 fixe les conditions de raccordement
Aulnay-sous-Bois	avis non parvenu à l'inspection		/
Bonneuil-en-France (95)	avis non parvenu à l'inspection		/
Le Blanc-Mesnil	24/05/2012	favorable et demande des préconisations sur la capacité des bassins de rétention et le traitement des effluents, notamment en cas d'incendie, et sur l'usage pour l'arrosage des espaces verts des eaux de pluie récupérées	préconisations reprises dans les articles 7.4.1; 4.3.7; 4.1.1

V-Analyse de l'inspection des installations classées

5.1. Statut administratif des installations du site

Le site est actuellement exploité sous les rubriques 1510 (A) pour les bâtiment 1 à 21 sous l'arrêté préfectoral du 27 février 1990. Un arrêté complémentaire a été pris le 16 décembre 2011 pour le bâtiment N01 qui remplace les bâtiments 19 et 20. Pour certains bâtiments et certains occupants, des déclarations pour les rubriques 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) ou 1530 (dépôts de bois, papiers, cartons) ont été délivrées.

5.2. Avis de l'inspection - Caractère acceptable de la demande

Les propositions du demandeur permettent d'atteindre le niveau d'exigence retenu en application des textes nationaux et locaux, le respect de la sensibilité de l'environnement, l'état de l'art, et la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles économiquement acceptables.

Les prescriptions proposées reprennent la structure de l'arrêté préfectoral cadre et sont complétées des éléments issus du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des demandes formulées lors de la procédure consultative de l'enquête publique, administrative, et consultation des maires (voir détails dans les tableaux S 4.3 et 4.4 ci-dessus).

L'inspection a tenu compte des textes nationaux pour l'élaboration du projet d'arrêté préfectoral :

- arrêté ministériel (AM) du 05/08/02 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubriques 1510,
- AM du 29/09/08 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation au titre de la rubrique 1530,
- AM du 23/08/05 modifié relatif aux prescriptions générales applicables pour les installations à déclaration sous la rubrique 1412,
- AM du 22/12/08 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables),
- AM du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateur)

Le projet a été communiqué à l'exploitant par messagerie les 30 juillet et 8 août 2012.

VI-CONCLUSION

L'inspection émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter.

L'inspection propose de soumettre au CODERST les prescriptions jointes en annexe du présent rapport, qui visent à définir les conditions dans lesquelles l'exploitant est autorisé à faire fonctionner ses installations dans les bâtiments N02 et N03 et dont le respect permettra de garantir la maîtrise des risques et des impacts.

Rédacteur
L'inspecteur des installations
classées

signé

Vérificateur
Le chef de l'unité territoriale 93

signé

Approbateur
Pour le directeur, par délégation
Le chef de l'unité territoriale 93

signé